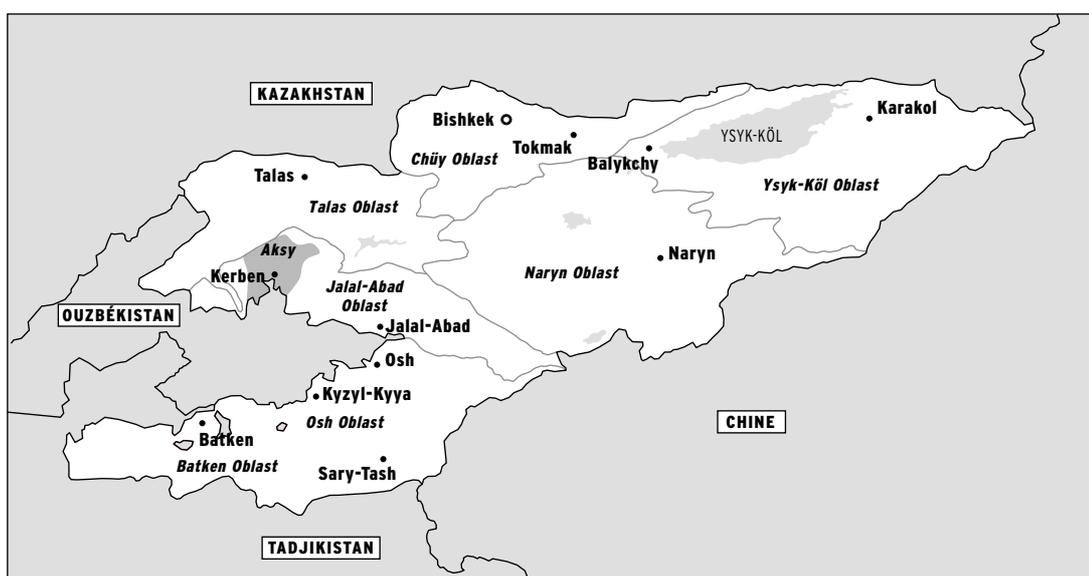


Une anomalie en Asie Centrale?

LES ARMES LÉGÈRES AU KIRGHIZSTAN

La partie la plus australe de l'ancienne Union Soviétique (le Caucase et l'Asie Centrale) est souvent considérée comme formant un arc d'instabilité alimentée par la faiblesse des pouvoirs publics, le déclin économique, la fragmentation de la société, les conflits civils, la criminalité nationale et transnationale et les retombées des conflits dans les régions voisines. De nombreux analystes s'attendaient par conséquent à rencontrer une forte demande et une importante disponibilité des armes légères dans l'ensemble de la région.

Carte 10.1 Kirghizstan



Ce chapitre s'appuie sur une étude réalisée mi-2003 par Small Arms Survey et montre que le niveau de détention, d'utilisation et de prolifération des armes légères au Kirghizstan semble moins élevé comparé à d'autres pays d'Asie Centrale. Il n'y a pas de preuve formelle d'un lien entre le trafic des armes légères et les trafics de drogue et d'êtres humains. En outre, la violence et les taux de mortalité par arme à feu sont limités. L'étude met en évidence la nécessité de remettre en question les généralisations régionales et remet en question les hypothèses sur la prolifération et l'utilisation abusive des armes à feu comme corollaire des problèmes sociaux.

Les autorités kirghizes détiennent environ 50 000 armes. Ce calcul repose sur le nombre de militaires et de fonctionnaires de police armés et un ratio présumé de 2,25 armes par soldat et d'une arme par fonctionnaire de police. Une législation stricte régit la possession d'armes par les civils et, en fait, seuls les membres de l'Association des Chasseurs sont autorisés à détenir des armes. Sur environ 15 000 fusils de chasse enregistrés, 80% se trouvent dans la région qui entoure la capitale, Bichkek. Par rapport à la plupart des autres pays pour lesquels nous disposons de données sur la détention d'armes, le Kirghizstan est atypique dans le sens où les autorités publiques contrôlent un arsenal plus important d'armes légères et de petit calibre que la population civile et où un plus grand nombre de fusils de chasse sont enregistrés dans des zones urbaines que dans les zones rurales. La majorité des chasseurs enregistrés sont en fait des citoyens d'origine russe vivant en ville.

La détention illégale d'armes est difficile à quantifier mais un certain nombre d'indicateurs suggèrent qu'elle est faible et ne représente pas une menace pour la sécurité. D'après les opinions exprimées dans le cadre d'enquêtes auprès des ménages et des fonctionnaires de police, la détention d'armes par les civils est probablement faible. La moitié des répondants de l'enquête menée parmi les ménages vivant dans des villages proches des frontières instables avec l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, ont déclaré que "presque aucun ménage" ne possédait d'armes à feu dans leur village tandis qu'un autre quart disait que "quelques ménages" en possédaient.

Le gouvernement kirghize contrôle un stock d'armes légères et de petit calibre plus important que celui de la population civile.

Tableau 10.2 Taux de meurtres par arme à feu

Pays	%
Angleterre/ Pays de Galles	7.80
Argentine	58.47
Etats-Unis	63.39
Hongrie	21.46
Kirghizstan	10.65
Tadjikistan	83.30

Source: WHO (2003)

Des taux modérés de blessures et de meurtres par arme à feu semblent confirmer l'hypothèse selon laquelle, au Kirghizstan, la détention d'armes est limitée. Avec 6 décès en 2000, 11 en 2001 et 9 en 2002, le nombre officiel de décès par arme à feu reste peu élevé, sans présenter de tendance manifeste à la hausse. Le taux de meurtres perpétrés à l'aide d'une arme à feu par rapport au nombre total de meurtres est relativement faible (10%) et constitue un indicateur supplémentaire sur la faible disponibilité des armes.

Le Kirghizstan n'a pas de production d'armes légères mais, à l'époque soviétique, cette République était un producteur important de munitions pour les forces armées soviétiques, couvrant jusqu'à 30% de leurs besoins. La production de munitions continue à Bichkek et, en 1996, le Kirghizstan était le 13ème plus grand exportateur de munitions d'armes légères.

Les pertes de contrôle des stocks institutionnels préoccupent les pouvoirs publics et un certain nombre de policiers et de soldats ont été poursuivis. Le procureur militaire rapporte 530 inculpations mais la corruption rampante dans les pouvoirs publics et la criminalité parmi le personnel militaire pourraient expliquer que toutes les infractions ne soient pas signalées. Néanmoins, le stock général du Kirghizstan est probablement limité puisque, lors leur retrait en 1991, les troupes soviétiques ont emporté avec elles la majeure partie de leur équipement.

Les principales armes circulant au marché noir dans le pays semblent être les pistolets Makarov et les Kalachnikovs. Au prix de 500 à 1500 dollars US, une Kalachnikov coûte bien plus cher au Kirghizstan que dans les autres pays de la région, ce qui est probablement le signe d'un approvisionnement limité.

Contrairement à ce qu'avancent certains analystes européens, cette étude n'a pas mis en évidence de preuves suggérant l'expédition à grande échelle d'armes légères et de petits calibres vers le Nord, depuis l'Afghanistan via l'Asie Centrale. Les analystes affirmant l'existence de tels mouvements présupposent que les flux d'armes suivent les flux de drogue. Cependant, la plupart des analystes locaux et des fonctionnaires de police du Kirghizstan soulignent qu'il n'y a pas de trafic d'armes en direction du Nord.

Il n'existe pas de preuves confirmant l'expédition à grande échelle d'armes légères et de petit calibre vers le Nord, depuis l'Afghanistan à travers l'Asie Centrale.



Le point de contrôle kirghize isolé de Kyzyl-Art ne constitue pas un obstacle pour les trafiquants qui parcourent la route balayée par les vents qui rejoint le Tadjikistan voisin.

© AP/David Brauchli

S'il semble qu'il n'existe pas de flux d'armes importants, le Kirghizstan abrite un certain nombre de caches d'armes qui sont un sujet de préoccupation. La plupart de ces caches ont probablement été organisées par des activistes du Mouvement Islamique d'Ouzbékistan (MOI), qui ont pénétré en territoire kirghize en 1999.

Le Kirghizstan n'est assurément pas indemne de problèmes socio-économiques. Les niveaux de revenu continuent de se situer en dessous de ceux auxquels la population était habituée à l'époque soviétique et on observe des signes d'une immense frustration et d'un grand désenchantement politique dans la société. Les structures de l'Etat sont faibles, les minorités ethniques restent sous-représentées et les pouvoirs publics sont incapables d'assurer de manière constante les services publics de base. En outre, les tensions ethniques entre les minorités ouzbeks et tadjiks et la majorité kirghize se poursuivent dans le Sud du pays. Néanmoins, il n'y a guère de preuves que les pressions économiques et politiques auxquelles le Kirghizstan est confronté, génèrent une grande instabilité politique dans le pays. En outre, aucun indicateur ne met en évidence que les privations économiques et les frustrations politiques et sociales auraient entraîné une hausse de la

criminalité armée. Malgré l'opinion couramment admise qui veut que l'Asie Centrale dans son ensemble soit noyée sous les armes, les armes légères et de petit calibre ne semblent pas représenter un problème de sécurité majeur au Kirghizstan.